Macron a autorisé en catimini l’espion chinois Huawei à demeurer sur notre sol

écrit par Christine Tasin | 11 février 2024

La loi dite « anti-Huawei » de 2019 visant à prémunir les

réseaux français de « risques d'espionnage, de piratage et de sabotage » permis par la 5G, obligeait les opérateurs français, Bouygues Télécom et SFR à démonter toutes les antennes de Huawei d'ici à 2028. Mais la France a autorisé en catimini la prolongation de la 5G de Huawei jusqu'en 2031.

L'entreprise revendique une part de 20% du marché français des infrastructures télécoms.

Huawei France perquisitionnée sur des soupçons d'atteintes à la probité

Par Vincent Solacroup

8 février 2024 17:45 Mis à jour: 9 février 2024 08:16

Les bureaux du géant des télécoms chinois Huawei ont été perquisitionnés mardi en France dans une procédure portant sur des soupçons d'atteintes à la probité, a indiqué jeudi une source judiciaire. L'entreprise est interdite dans de nombreux pays en raison des ses liens avec le Parti communiste chinois et des risques pour la sécurité nationale encourus. La firme participe par ailleurs aux violations des droits de l'homme en Chine.

Confirmant un article du média en ligne L'Informé, cette source a précisé que cette enquête préliminaire était menée par des magistrats du Parquet national financier (PNF).

Corruption, trafic d'influence ou prise illégale d'intérêts ?

Il n'était pas possible dans l'immédiat d'avoir plus de détails sur les faits reprochés à la société, dont le siège français est situé à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), à quelques pas du périphérique parisien. Les atteintes à la

probité regroupent les infractions telles que la corruption, le trafic d'influence ou la prise illégale d'intérêts.

La loi dite « anti-Huawei » de 2019 visant à prémunir les réseaux français de « risques d'espionnage, de piratage et de sabotage » permis par la 5G, obligeait les opérateurs français, Bouygues Télécom et SFR à démonter toutes les antennes de Huawei d'ici à 2028. Mais la France a autorisé en catimini la prolongation de la 5G de Huawei jusqu'en 2031. L'entreprise revendique une part de 20% du marché français des infrastructures télécoms.

23 chefs d'inculpation contre Huawei aux États-Unis

Les États-Unis accusent l'entreprise de pouvoir espionner au profit des autorités chinoises. En 2019, la justice américaine avait retenu 23 chefs d'inculpation contre Huawei, notamment le fait d'avoir volé à ses concurrents européens et américains un grand nombre de secrets industriels. D'autres pays occidentaux se sont également armés contre le deuxième constructeur de smartphones mondial. La chercheuse française Valérie Niquet, spécialiste de l'Asie à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), avait pointé les liens de dépendance de Huawei vis-à-vis du Parti communiste chinois (PCC), comme toute entreprise par ailleurs en Chine. Cela lui avait valu une plainte en diffamation de la part de Huawei, ultérieurement abandonnée.

En juin, la Commission européenne avait estimé que les fournisseurs chinois d'équipements télécoms, dont Huawei, représentaient un risque pour la sécurité de l'Union européenne. Le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton, avait ainsi appelé les 27 pays membres de l'UE et les opérateurs télécoms à exclure ces équipements de leurs réseaux mobiles.

Arrivé en 2003 en France, où le groupe chinois a ouvert six

centres de recherche et un centre mondial de design à Paris, **Huawei fait en ce moment construire une usine en Alsace, sa première hors de Chine, avec l'objectif d'y débuter « fin 2025 » sa production d'équipements pour réseaux télécoms mobiles, notamment 5G.** Cette implantation avait donné lieu à des manifestations dénonçant le risque de sécurité nationale encouru ainsi que la participation de Huawei aux violations des droits de l'homme en Chine.

Fondée en 1987, la société Huawei, entreprise non cotée en Bourse, affirme employer plus de 200.000 personnes dans plus de 170 pays et régions. Le groupe est basé dans la métropole de Shenzhen (sud de la Chine). La marque est le premier équipementier mondial pour la 5G, cinquième génération de l'internet mobile.

https://www.epochtimes.fr/huawei-france-perquisitionnee-sur-des-soupcons-datteintes-a-la-probite-2537897.html?utm_medium=email&utm_campaign=daily&utm_source=dailymail